

## LE FANTASME DE LA GUERRE CIVILE LA NOUVELLE ARNAQUE DES IDIOTS UTILES DU DJIHADISME

Luc Rosenzweig est journaliste.  
Publié le 25 juillet 2016 Causeur

La première réaction, à chaud, d'Edwy Plenel à l'attentat de Nice, fut de balancer, le 15 juillet à 8h 27, un tweet renvoyant à un entretien accordé à *Libération* par le politologue Jean-Yves Camus.

Une interview, donnée avant l'événement, qui évoquait une possible « *confrontation* » entre ultradroite et musulmans s'il devait y avoir dans notre pays « *un ou plusieurs autres attentats massifs commis par la mouvance islamiste* ». Formulée avec prudence, et un certain scepticisme par ce spécialiste de l'extrême droite – qui dénoncera ce tweet de Plenel comme une instrumentalisation de ses propos – cette analyse prospective était pain bénit pour tous ceux qui n'avaient pas les sous-vêtements très propres en raison de leurs compromissions idéologiques avec les thuriféraires de l'islamisme radical, genre Tariq Ramadan ou Indigènes de la République.

Le « crime » du Tunisien de Nice, à leurs yeux, aurait pour fonction de déclencher à une pulsion pogromiste antimusulmane qui ne cherche qu'un prétexte pour se déchaîner dans l'Hexagone. Ce tweet permettait aux autres suspects habituels de la complaisance pro djihadiste (Raphaël Liogier, Laurent Mucchielli), sociologues faillis, mais toujours appréciés des médias, de dévider à nouveau leur chapelet d'insanités pseudo-savantes, rendant le dogmatisme laïciste français responsable du malheur qui survient.

Le fantasme de la guerre civile, celui qui peint sur le mur un monstre imaginaire — les hordes racistes déferlant sur les banlieues de nos villes — pour relativiser la barbarie d'un monstre réel (Daech et son terrorisme « réticulaire »), n'a rien de nouveau. C'est même la marque de mouvements totalitaires qui souhaitent une guerre civile pour parvenir au pouvoir sans passer par la case démocratie.

Un fantasme déjà présent après Mai-68

J'ai souvenir d'un été 1968, dans une belle demeure de Sologne, où un intellectuel en vue, Félix Guattari, avait hébergé un quatuor de leaders du mouvement de mai, repliés à la campagne après le reflux de juin, pour écrire un livre théorisant le mot d'ordre de l'époque : « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* » Cet opus, qui parut au début de l'année 1969, s'intitulait *Vers la guerre civile*, était signé (par ordre alphabétique) Alain

Geismar, Serge July et Erlyne Morane, pseudo d'Evelyne Haas, et Herta Alvarez, compagnes des deux premiers. Ce texte constitua le manifeste fondateur de la Gauche prolétarienne, au sein de laquelle fusionnèrent les maoïstes purs et durs de la rue d'Ulm (Benny Lévy, Robert Linhart, Jean-Claude Milner, etc.) avec une fraction des gaucholibertaires (à l'exception notable de Dany Cohn-Bendit).

La guerre civile ? Elle était ardemment souhaitée par ceux qui pensaient, alors, que le capitalisme et ses avatars libéraux et sociaux-démocrates étaient le monstre à éradiquer pour parvenir à l'émancipation du peuple. Conçue sur le modèle de la Fraction armée rouge allemande (RAF) et des Brigades rouges italiennes, la GP se voyait comme une réincarnation d'une Résistance antifasciste durant la deuxième guerre mondiale, totalement mythifiée, faisant du même coup de ses ennemis les successeurs directs d'Hitler et des diverses variantes de fascisme. La « guerre civile » était donc ardemment désirée, et tout fut mis en œuvre pour qu'elle advienne, jusqu'à ce qu'en France, ses initiateurs prennent conscience de leur déraison et procèdent à l'autodissolution de la GP, abandonnent leur héritage à un *lumpengroupuscule*, Action directe, et entament, pour les plus connus d'entre eux, la brillante carrière que l'on connaît \*\*\*...

### Une preuve d'inculture historique

La guerre civile en France ? Aujourd'hui comme hier, il faut être d'une ignorance historique crasse pour penser qu'elle puisse s'instaurer sur un modèle espagnol de 1936, ou même russe de 1917... Pour ne se référer qu'à des situations vaguement analogues à celle que nous connaissons aujourd'hui, comment expliquer que dans la France déchirée des années de l'affaire Dreyfus, où l'antisémitisme était largement plus virulent que le racisme anti-arabe de notre époque, aucune agression physique contre les juifs ne fut constatée ? Cela n'a pas échappé, d'ailleurs, à tous les juifs à la recherche d'un asile contre les pogromistes, les vrais qui sévissaient alors dans l'empire tsariste et alentour ? Ou encore que le passage de l'antisémitisme de parole et de plume à la complicité active avec la Shoah nécessita la soumission de la France au vainqueur nazi ?

S'il faut chercher des signes avant-coureurs d'une guerre civile, c'est dans l'intensification, occultée par la sidération de l'attentat niçois, des explosions d'acte de guérilla urbaine, voitures brûlées, patrouilles de police entraînées dans des guet-apens, que l'on a pu constater à l'occasion de la

fête nationale dans de nombreuses localités, dont la presse régionale s'est fait l'écho sans que cela n'émeuve particulièrement Edwy Plenel et ses amis.

Pour les émeutiers banlieusards, cette guérilla urbaine est une adaptation de l'idéal daechien (la loi d'Allah doit primer sur celle de l'Etat kouffar) qui devient : la loi de la cité s'impose à celle de l'Etat incarnée par les keufs, les pompiers, voire les éboueurs de la municipalité, dans une logique de maîtrise symbolique des territoires. On cherche en vain les « signaux faibles » de la radicalisation des individus, et on est aveugle et impuissant à mettre un terme à ces signaux de moyenne intensité, dont les émetteurs ne sauraient s'arrêter là.

Enfin, il n'y aura pas, dans l'immédiat, de guerre civile en France en dépit de la colère, bien réelle, qui monte dans la population et de la défiance dont sont victimes ceux qui détiennent les leviers du pouvoir. La démocratie française, dont le rendez-vous majeur s'approche avec l'élection présidentielle de mai 2017, offre un exutoire à toutes ces colères et frustrations, et il n'est pas besoin d'être devin pour voir de quelle manière elles vont se traduire. Pour la plus grande satisfaction des pseudo-héros, et vrais boutefeux d'une guerre qu'ils auront appelée de leurs vœux.

----

\*\*\* Il est sidérant de voir que jusqu'à aujourd'hui, Serge July considère comme « *globalement positif* » cet épisode de sa vie intellectuelle et militante, comme on peut le constater dans .

## QUAND LES MUSULMANS CHOISISSENT LEUR CAMP SERONT-ILS PROPHÈTES EN LEUR PAYS?

Bertrand Pasquet Publié le 15 septembre 2016 Causeur

À la rencontre des musulmans qui veulent combattre sans merci le fanatisme islamiste en France.

Alors, la guerre civile, c'est quand ? Voilà la question que l'on commençait sérieusement à se poser à l'aube de l'été 2016, ainsi que le patron des renseignements français lui-même, Patrick Calvar, l'avait annoncé lors de son audition devant la commission d'enquête parlementaire, rendue publique début juillet : « *Cette confrontation, je pense qu'elle va avoir lieu. Encore un ou deux attentats et elle adviendra.* » Pour le grand chef de la DGSI, la frange de la population qui risquait de mettre le feu aux poudres était constituée de « *groupes d'ultra-droite* » suspectés de vouloir « *déclencher des affrontements intercommunautaires* ». Et ce, notamment, dans le cas où une nouvelle attaque aurait touché des enfants.

Malek Boutih, quant à lui, avait alors tenu à tempérer ces propos, rappelant que ce n'était pas « *la population le principal danger mais bien les terroristes* », ajoutant : « *Nous ne sommes pas dans un scénario de guerre civile, mais plutôt dans celui d'une guerre protéiforme avec des loups solitaires.* » N'empêche, on se disait que les agneaux pourraient bien finir par se rebiffer. De plus en plus de jeunes identitaires montaient au créneau sur les réseaux sociaux, d'autres créaient des associations militant pour un permis de port d'arme citoyen, ou s'inscrivaient en couple au stand de tir le plus proche... On était moins calme que Malek Boutih, qui affirmait : « *Le pays est solide ; la population calme et responsable.* »

Personne ne semble en vouloir aux musulmans

Quelques semaines plus tard, l'attentat du 14 juillet à Nice frappe une cinquantaine d'enfants sur plus de 500 personnes au total, dont 85 trouveront la mort, fauchées par le camion du terroriste tunisien Mohamed Lahouaiej-Bouhlel. Pourtant, dans les jours qui suivent, pas un seul sniper « *d'ultra-droite* » n'abat froidement les clients d'un commerce hallal. Puis, lorsque 12 jours plus tard à peine, deux jeunes gens débarquent au beau milieu d'une messe confidentielle à Saint-Étienne-du-Rouvray, pour égorger le père Jacques Hamel, 86 ans, pas une mosquée ne brûle. Aucune violence n'éclate, aucun pavé n'atterrit dans la vitrine de la librairie salafiste de mon quartier. Rien. Alors d'accord, beaucoup de Français sont en vacances, mais tout de même, n'en déplaise aux procureurs éternels de la France droitisée et contrairement aux prophéties de Patrick Calvar, il faut le reconnaître : même après deux attentats islamistes de plus, personne ne semble vouloir s'en prendre violemment aux Français musulmans. En revanche, certains de ces derniers commencent à s'agiter... dans le bon sens.

Le 16 juillet, on apprend la démission du vice-président de la Conférence des imams de France, instance fondée en 2009 à Drancy par le très médiatique imam Hassen Chalghoumi, et vouée à développer le dialogue interreligieux ainsi qu'un meilleur encadrement des imams. Motif avancé ? Hocine Drouiche, imam franco-algérien, juge les institutions musulmanes de notre pays « *incompétentes* ». Selon lui, celles-ci « *ne font rien pour assurer la paix sociale et ne cessent de répéter que l'extrémisme n'existe pas* ». Il appelle donc ses pairs à « *sortir de leur réserve* », arguant que si « *l'islam est innocent, il faut des hommes courageux pour le prouver* ». Plus tard, il confie à *Midi Libre* : « *Des prédicateurs crient à l'islamophobie. Moi non ! Si on dit ça, on ne va pas avancer. On ne doit pas être dans une victimisation. C'est aux musulmans de vivre leur religion tranquillement, de ne pas tomber dans des actions qui peuvent être prises pour des provocations.* » Il enfonce le clou jusqu'à la garde : « *C'est à l'islam de s'adapter aux valeurs françaises !* » Si on comprend bien, c'est l'attitude des musulmans qui menacerait la paix civile. Voilà qui va à l'encontre de l'analyse de la DGSJ.

Pour autant, impossible de nier qu'à chaque nouvelle attaque terroriste, la tension monte. Dans le métro, quelques jours après l'assassinat du père Hamel, un Gaulois patibulaire s'assied à côté de moi, face à une jeune femme portant le hijab. Il la dévisage et se signe ostensiblement à plusieurs reprises, comme ces joueurs de football brésiliens en entrant sur le terrain. Puis il marmonne à son intention : « *Tu vas voir l'année prochaine, toi, tu vas voir... Ici, c'est comme ça, on n'est pas musulman.* » Lorsqu'il sort de la rame, un jeune Maghrébin fait le malin : « *Des mecs comme ça, moi je les frapperais.* » Un grand noir lui répond : « *C'est Allah qui va le punir !* » La jeune femme voilée est tout sourire, et moi atterré. Mais pas autant que le 26 juillet, lorsque j'apprends l'égorgement d'un prêtre au beau milieu de sa messe. À cet instant, Malik Bezouh, auteur du livre *France-Islam, le choc des préjugés*, tweete tout le mal qu'il pense de la politique israélienne. C'est un ami. J'attire donc son attention sur le fait qu'un énième attentat islamiste vient vraisemblablement d'avoir lieu quelques heures plus tôt en France, et que la Cisjordanie peut sans doute attendre.

**Un cap (positif) a été franchi**

Il me répond aussitôt : « *Je viens de découvrir l'horreur de cette prise d'otages. J'ai rendez-vous avec des représentants de la Mosquée de Paris. L'objectif : organiser une marche, à l'appel de Français musulmans (moi et d'autres) pour dire notre attachement à la mère patrie et fustiger le fanatisme musulman. Je te tiens au courant.* » Comme j'insiste sur l'urgence qu'il y a de voir les musulmans traquer et mettre hors d'état de nuire ceux des leurs qui s'en prennent à mon pays et à toute ma civilisation, il acquiesce : « *Il faut envoyer des signaux forts à la société entière ! Le fanatisme musulman, sous forme de métastases disséminées sur le territoire, peut provoquer de gros dégâts et contribuer à fragiliser le socle de l'unité française. On ne peut pas rester les bras ballants !* » Décidément, il semble que le choc répété ait un certain impact sur mes concitoyens musulmans, du moins certains d'entre eux.

Confirmation ultime à l'heure de l'apéritif, quelques jours plus tard. Un

camarade de comptoir franco-tunisien m'appelle pour la première fois depuis des mois : « Bertrand, je ne peux pas te parler au téléphone, il faut qu'on se voie. » Quelques instants plus tard, il sirote un demi en face de moi. Farid, la quarantaine et un accent du bled à couper au couteau, me raconte ce qui le rend si blême : l'un de ses amis d'enfance, « presque mon frère » me dit-il, est arrivé en France il y a quelques années accompagné de sa femme, voilée de la tête aux pieds. Ils se sont vus, et Farid a vite compris que son ami ne le resterait pas longtemps. Au terme d'une vive discussion, ils se sont quittés fâchés, l'un expliquant à l'autre que ses discours radicaux n'avaient pas leur place en France, pays tolérant et généreux qui l'avait accueilli et lui avait « sauvé la vie ». Après l'attentat de Nice, puis celui de Saint-Étienne-du-Rouvray, Farid avait consulté son téléphone et découvert une photo de son ami d'enfance, au travail, déchargeant les bagages d'un avion de ligne sur le tarmac d'un aéroport parisien... Il voulait faire quelque chose, parce que « les jeunes qui ont égorgé le prêtre, ils en avaient parlé à des amis, et personne n'avait rien dit ».

Au commissariat, Farid transpire à grosse gouttes : « Ça me rappelle toujours la torture que mon père et moi avons subie en Tunisie », m'explique-t-il. Mais lorsque l'officier de police judiciaire arrive pour recueillir le signalement de Farid, il ne leur faut que quelques minutes pour réaliser qu'ils se connaissent. Eux aussi sont des amis d'enfance. Bien sûr, j'avais déjà remarqué que les Kabyles de l'est parisien en rajoutaient un peu dans la courtoisie en me servant du vin, et que mon épicier me vendait des packs de bières avec un entrain nouveau, mais cette fois j'ai l'impression qu'un cap a été franchi – des Français de culture musulmane ont réellement choisi le même camp que moi. Celui de notre pays.

Restait à comprendre si l'humeur des hautes sphères de l'islam de France reflète celle d'une partie qu'on espère croissante de leur base. Comme je venais de lire une intéressante interview de Tareq Oubrou, imam de la grande mosquée de Bordeaux, j'ai pris un billet de train pour la ville d'Alain Juppé.

Au jour et à l'heure dite, plusieurs personnes m'accueillent au siège de la Fédération musulmane de la Gironde. D'abord, Fouad Saanadi, jeune président du Conseil régional du culte musulman d'Aquitaine, expressément spécialisé dans la « déradicalisation ». Alors qu'une psychologue l'attend pour discuter d'un cas récemment identifié, il m'assure que « de plus en plus de musulmans exposés au discours traditionnel veulent passer au discours moderne ». Mais Fouad précise que ce discours réformiste reste le fait d'une minorité, tout comme celui que tiennent les salafistes de l'autre côté du spectre. Entre les deux, les traditionalistes restent très majoritaires. Or notre interlocuteur nous le dit tout net : « Pour nous, le discours traditionnel comme le salafisme sont blâmables. Ils jouent respectivement un rôle direct et indirect dans la radicalisation. » **Explication :** « Les imams traditionnels ne font pas le travail de prévention psychologique qui devrait être le leur. Quant au discours salafiste, il fait office de préparation psychologique à la "daechisation", puisque qu'il raisonne en termes de "eux" et de "nous" : "nous" allons au paradis, "eux" en enfer, "eux" nous

détestent, “nous” sommes le Bien... »

**“Personne n’est à l’abri de cette barbarie”**

Tareq Oubrou me reçoit alors, flanqué d’un imam de Cenon, par ailleurs aumônier des prisons pour la région, et d’un jeune imam en formation. Pour le chouchou des médias, il n’y a pas de communauté musulmane, mais des communautés et des individus : *« Moi, ici, je ne connais pas de communauté. Il y a une association, des fidèles qui viennent faire la prière, puis qui se cassent. Ils prennent leurs babouches et ils disparaissent. Je fréquente plus de non-musulmans que de musulmans. »* Fort bien, mais n’est-il pas, en cela même, coupé du reste des fidèles ? Preuve que les instances musulmanes ne se connaissent même pas entre elles – et sans doute d’une certaine pagaille en leur sein –, la démission du vice-président de la Conférence des imams de France ne lui dit rien.

On creuse tout de même : *« Trois éléments se superposent dans ce qu’on appelle “les musulmans”. Il y a la situation sociale : les banlieues... Puis il y a une représentation ethnique : maghrébine, algérienne, les arabes, les Turcs... Et puis ça renvoie à une religion, contre laquelle toute l’identité occidentale médiévale s’est construite : les croisades, la Reconquista, le colonialisme... »* On tique, mais l’homme est aussi charmant qu’érudit. *« L’islam, conclut-il, est devenu une affaire d’identité, un bouclier derrière lequel n’importe qui peut se cacher. »* Résultat, il regrette le fait que le sentiment d’appartenance des musulmans à la communauté nationale passe au second plan, derrière l’islam : *« S’il y a une évolution à noter depuis l’attentat contre Charlie Hebdo, elle n’est pas bonne puisqu’ils n’ont commencé à se sentir concernés qu’en apprenant le nombre de victimes musulmanes de l’attentat de Nice... »* Le jeune imam en formation nous raconte ce que les jeunes lui disent : *« Au début, avec l’attentat de Charlie, c’étaient des journalistes qui étaient visés, donc ils s’en fichaient. Puis le 13 novembre ils ont découvert qu’il n’y avait plus de règles, plus d’ennemi désigné. Et c’est avec l’attaque de Nice qu’ils ont compris que personne n’était à l’abri de cette barbarie. »*

On remarque alors que personne n’a fait mention de l’attentat de l’Hyper Cacher, sans parler des crimes de Mohamed Merah. Mais Tareq Oubrou reprend la balle au bond : *« C’est en 2012 que tout le monde aurait dû défiler dans la rue ! Tuer des juifs ou des militaires, c’est porter atteinte à la fraternité humaine et à celle de la citoyenneté, proclamée par notre devise nationale. »* On aimerait être sûr qu’il tient ce discours devant tous les publics. Et puis, bien sûr, il y a un « mais » : *« Le sentiment d’appartenance à la communauté nationale, ça commence à l’école maternelle. Et l’intégration nécessite un effort dans les deux sens... »* Autrement dit, la France a sa part de responsabilité. Et notamment dans la radicalisation, selon l’imam réputé le plus « modéré » du pays : *« C’est à l’État d’arracher les mauvaises herbes, on ne peut pas demander cela à une “communauté” puisque la République n’en reconnaît aucune. »* Simple, mais efficace. De même que *« ce sont les maires qui autorisent l’ouverture des mosquées, mais ils ne rencontrent souvent même pas le staff qui va l’administrer »*. Et notre interlocuteur au sourire ravageur de conclure avec un rien de « complotisme » : *« Par ailleurs, on ne dit pas la vérité aux gens sur les guerres que mène la France pour défendre les intérêts financiers de grandes entreprises comme Total. »*

Pas gagné ? L’imam de Bordeaux nous apprend tout de même que « des

*centaines de conversions invisibles concernent des personnes qui se présentent comme médecins ou avocats avant de dire qu'ils sont musulmans* ». **Visiblement peu favorable au droit de vote des étrangers ou à la construction de minarets, il se targue d'expliquer à ses ouailles que** « dans une mosquée, vous êtes en territoire français ». **Et que si son association effectue** « des dizaines de signalements », **il convient de se rassurer :** « Quand il y a un pic, ça annonce un creux. Les fils de salafistes sont les premiers à abandonner totalement la religion. » **De retour à Paris, je reste cependant dubitatif. Une formule de Tareq Oubrou m'a particulièrement désarçonné :** « La France a les musulmans qu'elle mérite. On finit par fabriquer le musulman tel qu'on le décrit, et depuis des années on associe systématiquement le musulman au terrorisme. » **Comme si j'avais fait quoi que ce soit pour qu'on égorge mes concitoyens sous prétexte que mon grand-père était médecin militaire colonial.**

**Pour entendre un autre son de cloche, je contacte par téléphone Amar Dib, sociologue et conseiller spécial du recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur. Et bingo ! Pour lui, c'est l'inverse :** « Les musulmans ont les dirigeants qu'ils méritent. Or je trouve la communauté assez médiocre dans son ensemble : avant de vouloir apprendre le Coran ou l'arabe à l'école, il aurait fallu apprendre le savoir-être. Alors maintenant, soit les musulmans font ce qu'ils ont à faire, soit ça va être la guerre civile. » **Sa sévérité est rafraîchissante, et ses projets constructifs démontrent qu'en effet, les lignes ont sacrément bougé ces deux dernières années :** « Il faut un Conseil supérieur des imams de France pour certifier 70 à 80 % de ceux qui prêcheront dans les mosquées. Parce que globalement, les musulmans français ont appris le Coran par cœur, mais ne comprennent rien à ce pays. Nous devons disposer d'un fichier d'imams certifiés, qui auront appris les principes de base qui régissent ce pays et permettent de vivre ensemble. » **Problème, selon le sociologue :** « Au lieu de ça, on nous annonce le "Che", Jean-Pierre Chevènement, qui va faire le coq alors qu'il ne s'y connaît pas plus que les autres : il ne faut surtout pas qu'on soit discret, il faut qu'on se fasse entendre dans le bon sens ! »

**Par moments, je crois entendre un authentique mariniste (ou presque) :** « J'en ai marre de ces bougnoules qui nous expliquent qu'on doit porter la barbe ou la djellaba jusqu'aux pieds, ou se voiler quand on est une femme alors que le Prophète n'a jamais dit ça, qu'ils aillent se faire foutre ! » **Et d'égratigner au passage les Indigènes de la République qui feraient mieux d'aller** « se faire soigner au bled » **au lieu d'expliquer aux jeunes « débiles mentaux » de banlieue qui profitent du système de santé le plus généreux au monde que les musulmans sont systématiquement exclus, car victimes d'un « racisme d'État ».** **Amar Dib va plus loin encore :** « À part bouffer comme des goretts, qu'est-ce qu'on apporte à ce pays ? Nos parents ont participé à le construire, mais les générations suivantes ? Néant ! On voudrait que tout nous soit dû parce qu'on est médiocres et grande gueule... » **J'interromps le conseiller de Dalil Boubakeur avant qu'il ne parvienne à faire passer Marion Maréchal-Le Pen pour une attachée parlementaire EELV. Et maintenant, du coup, que peut-on espérer ?**

« À la rentrée, des réunions vont être organisées, nous annonce ce partisan d'une réforme radical de l'islam de France. Il faudra qu'il y ait un renouvellement parce qu'on voit toujours les mêmes têtes, et les politiques devront arrêter de prétendre faire du neuf avec de



*vieux imams bedonnants que l'on voit depuis trente ans, dont pas un n'est né en France. »* **Amar Dib n'est cependant pas né de la dernière pluie :** *« Il faut que des hommes et des femmes constituent une véritable élite de l'islam en France. Pour l'instant on n'est pas assez nombreux, mais ça viendra. »* **Partisan de la tradition prophétique, notre homme ne craint pas la guerre civile, pourvu que l'on soit désormais intransigeant face à « un folklore vestimentaire » et à une victimisation tous azimuts. « Je ne supporte plus ce chantage aux Droits de l'Homme », nous avoue pour finir le fondateur d'une association qui vient en aide aux SDF et se félicite que, comme lui, « de plus en plus de musulmans organisent des œuvres sociales ou humanitaires ». Parce que le Prophète, nous apprend-il, aurait répondu à ses compagnons qui lui demandaient quelle était la meilleure des actions : « Donner à manger à quelqu'un qui a faim. »** **Mais aussi :** *« Saluer une personne avant qu'elle vous salue, quelle que soit sa religion et son statut social. »* **Après vous, fondement de la civilisation. Et si la guerre civile n'avait pas lieu ? Inch'Allah.**